

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec
I – Les relations extérieures du Canada

Hélène Galarneau

Volume 14, Number 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701543ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701543ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Galarneau, H. (1983). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : i – Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 14(3), 515–541. <https://doi.org/10.7202/701543ar>

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC

Hélène GALARNEAU*

I — Les relations extérieures du Canada

(avril à juin 1983)

A — Aperçu général

Au printemps, deux sujets, le déploiement des missiles américains en Europe et les moyens à prendre pour sortir de la crise économique, ont continué à dominer les discussions multilatérales internationales. Au cours des réunions de l'OTAN, au Sommet de Williamsburg, ou dans les autres forums internationaux, le Canada a insisté d'une part sur la nécessité du déploiement des euromissiles en l'absence d'un accord américano-soviétique sur le contrôle des armements et d'autre part sur l'importance d'associer les pays en développement à la reprise économique de l'Occident. L'évolution des grands conflits régionaux suscitait également des commentaires de la part du gouvernement canadien, qui exprimait son mécontentement devant certains actes du Vietnam et de l'Afrique du Sud ou encourageait les initiatives de paix en Amérique centrale et au Liban.

Du côté des relations bilatérales, il faut noter la poursuite des efforts visant à assurer une présence canadienne sur les marchés asiatiques, notamment du côté des pays de l'ASEAN. Toujours dans le domaine commercial, deux événements sont à signaler: l'accord canado-japonais sur les restrictions des exportations de voitures pour l'année 1983-1984 et la baisse du prix du gaz naturel canadien exporté aux États-Unis. Enfin, une lueur d'espoir apparaissait dans un dossier où l'on ne croyait plus pouvoir rapprocher les positions canadiennes et américaines, celui des pluies acides.

B — Les politiques de défense

Au printemps, le Canada a eu plusieurs occasions de réaffirmer sa position sur le déploiement des euromissiles, que ce soit dans le cadre du débat public sur l'essai du missile Cruise au Canada, lors des réunions de l'OTAN ou lorsque l'Union soviétique a présenté une nouvelle proposition de réduction des armes nucléaires basées en Europe. Commentant devant la Chambre des Communes, le 4 mai, la proposition faite la veille par M. Andropov de compter le nombre d'ogives nucléaires au même titre que le nombre de fusées aux négociations sur les euromissiles, le premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, se disait convaincu que malgré cette initiative positive de la part des Soviétiques, l'OTAN devait rester ferme dans sa détermination à déployer les missiles à portée intermédiaire. Selon M. Trudeau, c'est la peur que l'OTAN ne déploie les missiles qui a incité l'URSS à reformuler sa proposition. Le Premier ministre ajoutait que le Canada faisait pression sur les deux parties,

* *Documentaliste au CQRI*

les États-Unis et l'URSS, pour qu'ils négocient de bonne foi à Genève. Le ministre des Affaires extérieures, déclarait M. Trudeau, est « en contact avec les deux côtés pour voir à ce que les négociations progressent ». De plus disait le Premier ministre,

J'ai fait remarquer au président des États-Unis que le temps pressait, non seulement pour lui, politiquement, mais aussi pour le futur de l'humanité, de sorte que les deux côtés qui détiennent ces armes destructives doivent être incités par tous les membres de l'OTAN à progresser¹.

Le déploiement des missiles à portée intermédiaire, qui se fera à partir de la fin de l'année si aucun accord n'a pu être conclu avec les Soviétiques à Genève, a été l'objet de la déclaration qui a suivi la réunion de deux jours des ministres de la Défense des pays de l'OTAN du début juin, à Bruxelles. Les ministres ont aussi décidé de garder leur objectif d'une augmentation annuelle de 3% du budget de la défense des pays membres de l'alliance, même si les difficultés économiques actuelles empêcheront plusieurs pays d'atteindre ce but. Ils ont également approuvé une augmentation de \$500 millions du fonds d'infrastructure qui sert à payer les installations militaires de l'alliance. D'autre part, les ministres ont souligné la nécessité d'améliorer leurs forces conventionnelles et se sont engagés à développer de nouvelles technologies².

Les 9 et 10 juin, c'était au tour du ministre des Affaires étrangères, M. Allan MacEachen, de participer à Paris à la réunion du Conseil de l'OTAN aux côtés de ses homologues des pays de l'alliance. C'est en ces termes que les ministres des Affaires étrangères ont affirmé encore une fois leur détermination à déployer les missiles de croisière et les Pershing-2. Les ministres

espèrent que, dans un délai rapproché, pourra être conclu à Genève un accord vérifiable assurant une égalité entre les forces soviétiques et américaines (...)

À défaut de résultats concrets obtenus par la négociation, les déploiements tels qu'ils ont été prévus commenceront conformément à la décision déjà prise en décembre 1979³.

Les alliés s'engagent toutefois à ce qu'aucune de ces armes ne soit utilisée « autrement que pour répondre à une agression ». Le communiqué mentionne également les situations afghane et polonaise. Quant à la question des relations économiques Est-Ouest, qui auraient été encore une fois, lors de cette réunion, l'objet d'une querelle entre la France et les États-Unis, elles devront, souligne le communiqué, demeurer « compatibles avec les préoccupations générales des alliés en matière de sécurité »⁴.

Par ailleurs, une déclaration faite par un amiral canadien mécontentait le secrétaire-général de l'OTAN. Le président du comité militaire de l'OTAN, l'amiral canadien Robert Falls, avait déclaré en entrevue à la fin juin que l'Ouest pourrait réduire unilatéralement son arsenal nucléaire sans que la dissuasion n'en soit affectée. L'amiral Falls affirmait que la course aux armements avait tourné à la folie, Soviétiques et Occidentaux étant engagés dans une course technologique effrénée afin de mettre au point des armes toujours plus sophistiquées. Le Secrétaire-général de l'OTAN, M. Joseph Luns, rédigeait alors un communiqué dans lequel l'OTAN se dissociait des commentaires de l'amiral Falls qui, affirmait M. Luns,

1. Paule des RIVIÈRES, *Le Devoir*, 5 mai 1983, pp. 1 et 8.

2. *The Globe and Mail*, 3 juin 1983, p. 5.

3. *Le Devoir*, 11 juin 1983, p. 7.

4. *Ibid.*, p. 7; Ann DUNCAN, *The Globe and Mail*, 11 juin 1983, p. 3.

émettait là une opinion personnelle et ne faisait pas de déclaration de politique officielle de l'alliance. Aux Communes, le ministre des Affaires extérieures déclarait pour sa part qu'il n'était pas surpris par les propos de l'amiral, qui faisaient peut-être référence à une révision en cours des besoins de l'OTAN⁵.

C — Les politiques économiques et commerciales

1 — LE BUDGET 1983-1984

Le ministre des Finances, M. Marc Lalonde, prononçait le 19 avril son discours du budget et déposait le plan financier de son gouvernement pour la période allant de 1983-1984 à 1986-1987. En 1983-1984, les dépenses du gouvernement se chiffrent à \$90,6 milliards, une augmentation de 12,5% par rapport à l'année précédente (et une augmentation de \$1,7 milliard par rapport aux prévisions de dépenses présentées en février). Dans le cadre du Programme spécial de relance annoncé par le ministre des Finances, on note la création d'un Fonds spécial de relance des exportations de \$180 millions sur quatre ans (\$50 millions pour l'année 1983-1984). Ce fonds sera mis à la disposition de la Société pour l'expansion des exportations lorsque celle-ci aura « besoin de ressources dépassant celles des programmes ordinaires pour aider les exportateurs canadiens à décrocher des contrats importants »⁶. Le Programme d'expansion des marchés d'exportation se voyait également consentir \$20 millions de plus pour les quatre prochaines années. L'enveloppe de la Défense était fixée à \$7,9 milliards, 13,5% de plus qu'en 1982-1983. Les Affaires extérieures et l'aide se voyaient attribuer \$2,4 milliards pour l'année 1983-1984, l'aide publique au développement comptant pour \$1,7 milliard de ce montant⁷. Le déficit budgétaire prévu pour l'année 1983-1984 s'élève à \$31,2 milliards. Enfin, parmi les mesures contenues dans le budget fédéral, on remarque la levée de l'impôt direct supplémentaire sur le carburéacteur pour les vols internationaux et sur le carburant-diesel exporté pour la marine, ainsi que l'abaissement des droits de douane pour environ \$10 millions d'importations annuelles provenant des pays en développement⁸.

2 — RÉDUCTION DU PRIX DU GAZ NATUREL EXPORTÉ

Le Canada réduisait de 11% en avril le prix du gaz naturel exporté, cette mesure touchant essentiellement les États-Unis, le seul acheteur actuel de gaz naturel canadien (la vente du gaz naturel au Japon a été approuvée à l'hiver mais ne débutera qu'en 1985). Les États-Unis réclamaient depuis quelque temps déjà une baisse du prix du gaz canadien à l'exportation, faisant face à une baisse de la demande de gaz naturel sur leur marché. En 1982, le Canada n'avait exporté aux États-Unis que la moitié des quantités de gaz autorisées et le problème demeure pour 1983, les importateurs américains ayant même suggéré la renégociation à la baisse des contrats d'approvisionnement. En annonçant la baisse du prix, le ministre canadien de l'Énergie déclarait que

Par ce geste, nous espérons montrer clairement à nos clients américains que nous sommes prêts à tenir compte des conditions du marché énergétique mondial. Cette

5. *The Globe and Mail*, 22 juin 1983, pp. 3 et 4.

6. Ministère des Finances, *Documents budgétaires: Renseignements supplémentaires et Avis de motions des voies et moyens sur le budget. Déposés à la Chambre des communes par l'honorable Marc Lalonde, Ministre des Finances, 19 avril 1983*, p. 11.

7. *Ibid.*, *Le plan financier, 19 avril 1983*, pp. 12-13.

8. *Ibid.*, *Budget en bref, 19 avril 1983*, pp. 13-16

mesure aidera quelque peu certains marchés régionaux américains, où le gaz naturel canadien occupe une part significative de l'approvisionnement total⁹.

Le ministre soulignait également que le gouvernement continuait à étudier la question, notamment l'adoption d'un régime de prix incitatifs basé sur le volume. M. Chrétien soulignait cependant que les États-Unis devaient maintenant respecter les contrats existants :

Je reconnais qu'à longue échéance, le gaz naturel canadien devra être concurrentiel s'il doit être vendu aux États-Unis. Je reconnais aussi cependant que les États-Unis devront accepter de payer une prime s'ils veulent s'assurer des approvisionnements fiables à long terme.

Ce que nous tentons de faire présentement, c'est de venir à bout de difficultés à court terme sur le marché américain. Ces difficultés pourraient se poursuivre durant deux autres saisons de chauffage. Il serait difficile pour nous d'élaborer une politique de commercialisation à long terme tant et aussi longtemps que le climat sur les marchés américains demeurera aussi incertain. Nos deux pays ont intérêt à trouver une façon de traverser cette période de marchés instables. Des investissements considérables ont été faits au Canada, — près d'un milliard de dollars ont été consacrés au premier tronçon du Réseau de gazoducs de l'Alaska, — pour garantir aux États-Unis un accès futur à des approvisionnements sûrs de gaz naturel. Je ne suis aucunement disposé à accepter que la santé de l'industrie gazière canadienne soit mise en péril par une autre baisse dans les volumes de gaz exporté, et c'est pourquoi j'ai dévoilé de nouvelles mesures aujourd'hui. Il est évident cependant que la souplesse dont fera preuve le Canada en matière de tarification du gaz naturel à l'exportation dépendra en grande mesure de la façon dont les importateurs américains et le Congrès des États-Unis respecteront l'intégrité des contrats existants¹⁰.

D — Les politiques d'immigration

Le conseiller spécial chargé d'étudier la question des immigrants illégaux nommé en décembre dernier par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration rendait son rapport à la fin juin. Le ministre Axworthy déclarait par la suite appuyer entièrement les conclusions générales du rapport Robinson, ainsi que la plupart des recommandations qu'il contient, et annonçait un certain nombre de mesures inspirées du rapport. Convenant avec celui-ci que l'amnistie ne constituait pas une solution pratique au problème de l'immigration illégale, M. Axworthy annonçait que seraient établis des critères permettant l'étude cas par cas des immigrants illégaux de longue date. Les autres mesures envisagées sont les suivantes :

- des projets pilotes visant à exercer un meilleur contrôle aux points d'entrée;
- l'utilisation accrue du visa;
- des sanctions contre les employeurs qui embauchent sciemment des immigrants illégaux;
- des changements législatifs concernant la reconnaissance du statut de réfugié, que le ministre espère présenter au Cabinet à l'automne.

Le ministre affirmait également que les conclusions de M. Robinson concernant le nombre d'immigrants illégaux au Canada, le portant à 50,000 au maximum, constituait « un point de repère réaliste pour évaluer le nombre des illégaux au Canada », dont s'inspirera le gouvernement pour arriver à des données plus sûres¹¹.

9. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no. 83/33 (a)*, 11 avril 1983, p. 5.

10. *Ibid.*, p. 6.

11. Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no. 83-27* (29 juin 1983), pp. 1-4.

D'autre part, dans la foulée des mesures entreprises depuis quelque temps pour améliorer la procédure d'étude des demandes de statut de réfugié, le ministre Axworthy avait annoncé plus tôt au printemps l'adoption d'examens oraux que ferait désormais passer le Comité consultatif du statut de réfugié, afin d'accélérer le processus des revendications¹². Le ministre adoptait également au printemps un programme spécial pour les réfugiés salvadoriens, destiné à permettre à environ 300 des 500 prisonniers politiques bénéficiant d'une amnistie au Salvador et à leur famille de venir au Canada¹³.

E — La Francophonie

Les journaux rapportaient, au moment de la tenue du Sommet des chefs de gouvernement des sept pays occidentaux industrialisés de Williamsburg, que le Président français et le Premier ministre canadien s'étaient entendus, au cours d'un tête à tête en marge du Sommet, sur la tenue d'un Sommet francophone. Citant une « source officielle canadienne », les journaux rapportaient que les deux hommes avaient discuté de la participation du Québec¹⁴. Interrogé à ce sujet, le Premier ministre canadien déclarait que la question de la participation du Québec n'avait pas été abordée mais que M. Mitterrand et lui-même s'étaient entendus sur le principe d'un Sommet francophone, sans toutefois qu'une date soit arrêtée¹⁵. M. Trudeau affirmait qu'il ne discuterait jamais de la représentation du Québec avec la France. « S'il y a moyen de trouver une formule (pour accommoder le Québec) », disait le Premier ministre, « on la trouvera, mais si on veut que le Québec soit là comme un pays souverain, ce sera un obstacle »¹⁶. La question allait être abordée au cours de la visite que faisait quelques semaines plus tard en France le Premier ministre du Québec.

F — Organisations et rencontres internationales

Les moyens à prendre pour sortir de la crise, entre pays développés ou en concertation avec les pays en développement, ont été au cœur des rencontres économiques internationales du printemps, notamment à l'OCDE, à la CNUCED et au Sommet de Williamsburg. L'Agence internationale de l'énergie tenait également au printemps sa conférence annuelle, où la sécurité énergétique de l'Occident, principalement sous l'angle des relations Est-Ouest, faisait l'objet de discussions. Par ailleurs, le ministre canadien de l'Agriculture accédait à la présidence du Conseil mondial de l'alimentation.

1 — L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

Le ministre de l'Énergie, M. Jean Chrétien, se rendait à Paris en mai pour participer à la réunion des ministres de la conférence annuelle de l'agence internationale de l'énergie. Les ministres des vingt-et-un pays de l'AIE ont discuté de la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Occident, notamment de l'Europe de l'Ouest. Le communiqué final affirme sur ce point que l'Ouest devrait « prendre des mesures pour qu'un seul producteur ne soit pas en situation de monopole »¹⁷. Ceci répondait à la préoccupation des États-Unis devant la

12. *Ibid.*, *Communiqué no. 83-16* (2 mai 1983).

13. *Ibid.*, *Communiqué no. 83-24* (17 juin 1983).

14. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 31 mai 1983, pp. 1 et 12.

15. *Le Soleil*, 2 juin 1983, cité par *L'Argus*, 2 juin 1983, p. 2.

16. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 2 juin 1983, p. 1.

17. *Le Devoir*, 10 mai 1983, p. 1; *The Globe and Mail*, 10 mai 1983, p. B7.

construction du gazoduc qui amènera le gaz de Sibérie à l'Europe. Les ministres se sont mis d'accord pour tenir une réunion annuelle afin de déterminer si trop de gaz naturel est acheté d'un seul fournisseur. Comme l'a déclaré M. Chrétien, les ministres ont également insisté sur la nécessité de mettre au point des politiques « alternatives » de l'énergie pour faire face à une augmentation ou à une diminution rapide des prix, toujours possibles. Ils se sont engagés à accélérer le développement d'autres sources d'énergie, comme le charbon et l'énergie nucléaire. L'Amérique du Nord et la mer du Nord ont également été identifiées, dans le communiqué final, comme sources éventuelles de ravitaillement de l'Occident. À Paris, le ministre Chrétien a déclaré que le Canada tiendrait compte du fait que le prix international du pétrole resterait probablement stable au cours de l'année qui vient lors de l'ajustement du prix du pétrole canadien du 1^{er} juillet¹⁸.

Le prix du pétrole canadien et l'ensemble de la politique énergétique canadienne faisaient l'objet de commentaires et d'un rapport de l'Agence un peu plus tard au printemps. En juin, le directeur exécutif de l'AIE, M. Ulf Lantzke, déclarait en entrevue que le Canada risque d'être perdant à long terme s'il continue à maintenir le prix du pétrole domestique en dessous du prix mondial. M. Lantzke se montrait cependant confiant que la situation s'améliorerait, notamment à cause de la chute des prix mondiaux, qui a amené le prix canadien du pétrole plus près du niveau international¹⁹. Quelques semaines plus tard, on apprenait qu'un rapport de l'AIE consacré à la politique énergétique canadienne, qui doit être rendu public en juillet, qualifiait de trop complexe le Programme énergétique national qui, selon l'Agence, cherche à atteindre des objectifs économiques et politiques trop différents. Le rapport s'en prendrait également au système de fixation du prix et de taxation du pétrole et du gaz naturel et recommanderait entre autre que le Canada adopte les prix mondiaux pour tout son pétrole domestique et qu'il assouplisse ses règlements sur le gaz naturel lors de l'expiration, en 1986, des accords fédéraux-provinciaux. Tous ces changements devraient néanmoins se faire graduellement, estime le rapport, pour ne pas créer un climat d'incertitude pour l'industrie²⁰.

2 – LE CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

Le ministre canadien de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, représentait le Canada à la session ministérielle annuelle du Conseil mondial de l'alimentation qui avait lieu cette année à New York, à la fin juin. Le ministre canadien accédait à cette occasion à la présidence du Conseil, qu'il occupera au cours des deux prochaines années. Dans son discours d'investiture, M. Whelan déclarait que le problème de la faim dans le monde était une question d'ordre politique, dont la solution disait-il repose

sur la décision de consacrer plus de ressources à la recherche, à la formation, au transfert technologique, aux intrants de production, au crédit, au transport ainsi qu'à l'encouragement à la production²¹.

Le ministre entend donc oeuvrer, au cours de son mandat, à convaincre les gouvernements des pays représentés au Conseil et du monde entier du besoin de faire de l'agriculture leur « première priorité ». M. Whelan affirmait que pour que le Conseil puisse remplir son mandat et coordonner les activités des diverses agences internationales oeuvrant dans le

18. *Le Devoir*, 10 mai 1983, p. 1.

19. Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 7 juin 1983, p. B1.

20. *Idem.*, 20 juin 1983, p. B1.

21. Ministère de l'Agriculture, Bureau du ministre, *Projet d'allocation à prononcer à l'occasion de l'investiture à la présidence du Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies à New York, le 30 juin 1983*, p. 2.

secteur agro-alimentaire, il faudra que les ministres s'assurent que leurs représentants auprès des conseils de ces agences « véhiculent le même message que nous ici rassemblés, quant à la façon dont elles devraient fonctionner ». Le ministre exprimait également les idées suivantes sur le fonctionnement du Conseil :

Je pense qu'il est temps que le Bureau exerce un plus grand contrôle sur les activités du Secrétariat du Conseil mondial de l'alimentation.

À mon avis, c'est le Bureau, élu par les Ministres de l'Agriculture venus d'un peu partout à travers le monde, qui devra se prononcer au nom du Conseil sur les questions de politique.

Dans cette veine, j'espère que vous serez d'accord avec moi que nous ne devrions pas terminer une année budgétaire avec des fonds en caisse, alors qu'il y a des projets en attente d'approbation; car entretemps, la faim et la disette continueront à nous hanter.

Anticipant jusqu'à un certain point les résultats du rapport d'évaluation du Conseil (qui doit être présenté l'année prochaine), je pense que nous devons tous reconnaître les bénéfices qui peuvent résulter d'une meilleure coopération et coordination entre toutes les agences internationales et, d'ailleurs aussi, entre pays membres des Nations Unies²².

Dans le discours qu'il prononçait deux jours plus tôt à la session ministérielle, M. Whelan avait déclaré qu'il croyait que l'autosuffisance constituait la clé de la sécurité alimentaire mondiale. Il avait alors rappelé que le Canada s'était fixé comme objectif pour 1985-1986 de consacrer 45% du budget de son programme officiel d'aide au développement aux activités du secteur agro-alimentaire, le succès de cette entreprise, disait-il, dépendant de l'engagement des pays en voie de développement pour améliorer leur capacité de production alimentaire²³.

3 – LA VI^e CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Des représentants d'environ cent soixante pays et quatre-vingt-deux organisations internationales participaient à la VI^e Conférence des Nations Unies sur le Développement (CNUCED VI) qui se tenait à Belgrade, en Yougoslavie, du 6 juin au 13 juillet. La conférence avait pour thème « Reprise et développement », et devait s'efforcer de chercher des solutions concertées pour sortir le monde de la crise²⁴. Le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, M. Allan MacEachen, prononçait un discours à l'ouverture de la Conférence, le 6 juin. Il y affirmait que le Canada participerait activement aux discussions sur les questions financières et monétaires qui sont à l'ordre du jour de la conférence. Le Canada, disait-il, veut une amélioration du fonctionnement des organismes existants, comme le FMI et la Banque mondiale, et le renforcement de la crédibilité de ces institutions. Ceci, selon M. MacEachen, se fera d'abord par le respect des engagements contractés par les pays à leur endroit. En conférence de presse, le ministre canadien exprimait l'espoir de voir la Conférence permettre d'en arriver à une analyse commune des problèmes économiques du Nord et du Sud. Il annonçait également que le Canada ratifierait bientôt trois accords sur les produits et qu'il participerait au Fonds commun sur les produits. M. MacEachen affirmait que le Canada proposerait des moyens de réduire l'impact des fluctuations des prix des produits des pays en développement. Il disait son pays intéressé à développer un cadre multilatéral qui assisterait les exportateurs de matières premières afin qu'ils transforment plus de leurs produits dans leurs pays²⁵. L'optimisme n'était cependant pas présent à la fin de la

22. *Ibid.*, p. 5.

23. *Ibid.*, *Projet d'allocation à la 9^e session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies, à New York, le 28 juin 1983*, p. 4.

24. Maxwell BREM, *The Globe and Mail*, 7 juin 1983, p. 3; *Le Devoir*, 4 juin 1983, p. 5.

25. Maxwell BREM, *The Globe and Mail*, 8 juin 1983, p. B3.

conférence, qui s'est terminée, malgré l'adoption d'une vingtaine de résolutions, dans la déception pour les pays du groupe des 77. Ces derniers ont affirmé que la VI^e CNUCED avait « raté une occasion historique de contribuer de manière significative au développement et à la reprise économique mondiale »²⁶.

4 — L'OCDE

Les ministres canadiens des Finances et des Affaires extérieures participaient à la réunion ministérielle de l'OCDE, à Paris, les 9 et 10 mai. Dans le discours qu'il prononçait lors de la réunion, M. MacEachen, qui se disait heureux de certaines mesures « d'importance critique » prises par la communauté mondiale pour affronter la crise financière dans le cadre du FMI et de la Banque mondiale, citait cependant deux « développements troublants » : la réduction des apports d'aide des membres du Comité d'aide au développement au cours des deux dernières années et la crise financière de l'Association internationale de développement (AID). Le ministre canadien faisait ici appel aux États-Unis pour qu'ils honorent leurs engagements envers l'AID. M. MacEachen affirmait également que les pays de l'OCDE devraient, en priorité, s'efforcer de résoudre les problèmes qui les divisent, et montrer notamment une volonté politique résolue de s'opposer aux mesures protectionnistes. Sur la question du commerce Est-Ouest, le ministre canadien croyait que les pays de l'OCDE devaient s'efforcer de s'entendre sur la nature de leurs relations économiques avec l'Europe de l'Est²⁷.

Le communiqué final de la réunion rapporte la volonté des pays membres de continuer à combattre l'inflation, en priorité, mais souligne également l'importance de « mettre à profit la marge de croissance pour favoriser la création d'emplois ». Les ministres ont également décidé d'apporter des solutions au problème de l'endettement en développant le commerce et en augmentant l'aide aux pays les plus pauvres²⁸. Au cours de la réunion, le président français avait proposé la tenue d'une nouvelle conférence de Bretton Woods afin de rétablir le système des taux de change fixe. Le ministre canadien des Finances, M. Marc Lalonde, s'il se déclarait ouvert à la discussion sur ce sujet, affirmait néanmoins qu'une telle conférence destinée à réformer le système monétaire international ne devrait pas se faire sans une longue préparation. Il ajoutait que le taux de change flottant avait bien servi le Canada au cours des dernières années²⁹.

Par ailleurs, les pays de l'OCDE tentaient toujours de s'entendre, à la fin juin, sur le renouvellement de l'accord limitant les subventions gouvernementales au financement des exportations qui expire le 1^{er} juillet. Le Canada est d'avis que les taux d'intérêt minimums agréés actuellement, soit 10% pour les pays les plus pauvres et 12,4% pour les prêts à long terme aux pays riches, devraient être maintenus³⁰.

5 — LE SOMMET DE WILLIAMSBURG

Dans un discours prononcé début mai devant l'Institut canadien des Affaires internationales, le premier ministre Trudeau énumérait les six objectifs qu'il défendrait au Sommet économique de Williamsburg :

travailler à une relance mondiale et ne pas se limiter à une reprise dans les pays industrialisés ;

26. *Le Devoir*, 4 juillet 1983, p. 5.

27. Ministère des Affaires extérieures, *Déclarations et Discours*, no 83/9, pp. 1-4.

28. *Le Devoir*, 11 mai 1983, p. 8.

29. *The Globe and Mail*, 11 mai 1983, p. B2.

30. Mark LUKASIEWICZ, *The Globe and Mail*, 20 juin 1983, p. B9.

prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la stabilité du système financier international à court et à long terme;
 lever les barrières au libre commerce érigées temporairement durant la récession et résister à toute pratique commerciale nuisible;
 rétablir la stabilité dans le domaine des prix de l'énergie;
 répondre aux besoins spéciaux des nations les plus démunies du globe;
 appuyer et consolider les principales institutions internationales: Banque mondiale, Fonds monétaire international et GATT³¹.

Les chefs d'État et de gouvernement des sept pays occidentaux les plus industrialisés se réunissaient donc pour la neuvième fois à la fin mai, à Williamsburg en Virginie. Encore cette année, les États-Unis ont été priés par les autres participants au Sommet, y compris le Canada, de réduire leur taux d'intérêt et leur déficit budgétaire. Par ailleurs, les Sept ont longuement discuté à Williamsburg des questions de sécurité et l'une des deux déclarations qui ont émané de la rencontre – l'autre portant sur l'économie – est consacrée à ces problèmes. La déclaration sur la sécurité, idée lancée par le Canada contient, selon le premier ministre Trudeau, les points suivants:

les Sept maintiendront des forces militaires suffisantes pour décourager toute attaque, mais n'utiliseront ces armes qu'en réponse à une agression;
 ils se déclarent prêts à travailler avec l'Union soviétique à des réductions significatives des armements et réitèrent leur engagement à consacrer leurs énergies à la paix;
 ils insistent sur le fait que les accords de réduction des armements doivent être fondés sur le principe de l'égalité et être vérifiables;
 ils rejettent la proposition soviétique d'inclure les missiles britanniques et français dans les négociations sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, et réaffirment leur détermination de déployer les missiles américains en Europe à la fin de l'année, advenant un échec des négociations;
 se déclarant unis, les Sept avertissent l'Union soviétique que « les tentatives pour éviter de négocier sérieusement en cherchant à influencer l'opinion publique dans nos pays sont voués à l'échec »;
 enfin, à la suggestion du secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, les Sept ont pris l'engagement de « consacrer toutes nos ressources politiques à réduire la menace de guerre »³².

En conférence de presse, le Premier ministre canadien affirmait que la déclaration contenait deux messages. Le premier était à l'intention des Soviétiques afin qu'ils prennent au sérieux l'intention ferme des alliés de déployer les missiles en Europe à la fin de l'année advenant un échec des négociations de Genève. Le second était destiné aux populations des pays des Sept, pour qu'ils sachent que ceux-ci veulent négocier sérieusement³².

La « Déclaration sur la reprise économique » comporte quant à elle les points suivants:

les Sept poursuivront des politiques monétaires « appropriées » dans le but de freiner l'inflation, d'abaisser les taux d'intérêts et de favoriser la création d'emploi, surtout pour les jeunes;
 ils s'engagent à « poursuivre des consultations approfondies sur les politiques affectant les marchés des changes et les conditions du marché »;

31. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 30 mai 1983, (Texte de la Déclaration sur la sécurité faite le 29 mai 1983 par les pays participant au Sommet de Williamsburg).

32. Cabinet du Premier ministre *Transcription de la Conférence de presse donnée par le Premier ministre au Sommet économique, Williamsburg, Virginie, le lundi 30 mai 1983*, p. 9.

ils s'engagent à « donner un coup d'arrêt au protectionnisme » ;
 afin de soulager le poids de la dette de nombreux pays en développement, ils se sont « mis d'accord sur une stratégie fondée sur : des politiques efficaces d'ajustement et de développement des nations débitrices, des financements adéquats tant privés que publics, des marchés plus ouverts, enfin une reprise durable de l'économie mondiale » ;
 ils invitent leurs ministres des Finances à « définir les conditions de l'amélioration du système monétaire international », y compris le rôle que pourrait jouer une conférence monétaire internationale ;
 ils réaffirment leurs « engagements de fournir les niveaux de financement convenus pour l'Association internationale de développement » ;
 ils conviennent de la nécessité d'encourager le développement des technologies avancées et de convaincre l'opinion publique de l'importance de ces technologies ;
 dans le domaine de l'énergie, les Sept réaffirment l'importance, malgré la baisse du prix du pétrole, des programmes de conservation et de développement de sources alternatives d'énergie, ainsi que de contacts meilleurs entre pays exportateurs et importateurs ;
 sur la question des relations économiques Est-Ouest, les Sept soulignent qu'elles « doivent être compatibles avec nos intérêts en matière de sécurité » ;
 enfin, ils conviennent de coopérer plus étroitement pour la protection de l'environnement, l'utilisation des ressources naturelles et la recherche sur la santé³³.

Le Premier ministre canadien a qualifié le Sommet de « succès sans précédent »³⁴. La délégation canadienne s'était rendue à Williamsburg, a déclaré M. Trudeau, décidée.

à franchir deux étapes fort importantes. La première, c'était d'obtenir une déclaration ferme sur l'importance des armements vue par les sept nations industrialisées qui sont réunies ici. La deuxième, c'était de prendre des dispositions sur les questions économiques, d'arriver à des décisions qui assureraient la croissance de l'emploi, laquelle est reliée à l'abaissement des taux d'intérêt pour permettre l'investissement et une croissance économique durable et profonde. Sur ces deux sujets-là nous avons obtenu satisfaction et nous sommes fort heureux³⁵.

G — Les relations canado-américaines

Les relations entre le Canada et les États-Unis n'ont cessé de s'améliorer depuis quelque temps, après une période difficile marquée par plusieurs tensions commerciales. L'ambassadeur des États-Unis au Canada, M. Paul Robinson, le rappelait encore au printemps, attribuant la baisse de la tension entre les deux pays à l'arrivée de George Shultz au secrétariat d'État américain – et au fait que lui et M. MacEachen « s'entendent bien » – ainsi qu'à la bonne entente qui règne également entre le président Reagan et le premier ministre Trudeau³⁶. Même les propos tenus par M. Trudeau lors d'une entrevue accordée à un quotidien torontois à l'effet que l'attitude du président Reagan et de son entourage ait quelque peu justifié les craintes de pacifistes – M. Trudeau exprimait également son désaccord avec l'attitude adoptée par l'administration américaine dans ses relations avec les

33. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 2 juin 1983 (Texte de la Déclaration de Williamsburg sur la reprise économique), pp. 1-4.

34. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 31 mai 1983, p. 12.

35. Cabinet du Premier ministre, *Transcription de la conférence de presse...*, op. cit., p. 2.

36. Mark LUKASIEWICZ, *The Globe and Mail*, 25 mai 1983, p. B1.

Soviétiques – n'ont pas, semble-t-il, altéré les bonnes relations entre les deux hommes. M. Reagan s'était en effet déclaré satisfait des explications que lui avait fourni par téléphone le Premier ministre canadien qui disait avoir été cité hors contexte³⁷.

Outre le premier ministre Trudeau, qui se rendait à Washington pour préparer le Sommet de Williamsburg, plusieurs ministres canadiens se rendaient aux États-Unis au printemps. Les sujets abordés au cours de ces voyages touchaient les domaines des transports, de l'énergie, de l'environnement, l'essai des missiles Cruise au Canada, ainsi que certains problèmes commerciaux.

1 – LES RENCONTRES MACEACHEN-SHULTZ ET TRUDEAU-REAGAN

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se rendait à Washington début avril où il passait deux jours à discuter avec son homologue américain d'un certain nombre de questions bilatérales et multilatérales. Cette rencontre se situait dans le cadre des quatre réunions annuelles entre responsables des affaires extérieures des deux pays sur lesquelles les deux hommes s'étaient mis d'accord en octobre dernier à Ottawa. MM. Shultz et MacEachen ont consacré une bonne part de leurs discussions aux questions environnementales. Sur le problème des pluies acides, ils se sont mis d'accord pour demander aux chercheurs des deux pays qui se sont penchés sur cette question de comparer leurs travaux pour tenter de réduire leurs divergences. Ces chercheurs, avec le ministre canadien de l'Environnement et le nouveau directeur de l'Agence américaine de protection de l'environnement, seront invités à se joindre à MM. Shultz et MacEachen, lors de leur prochaine rencontre. Le secrétaire d'État américain aurait signalé à son homologue canadien que les États-Unis avaient l'intention de faire bientôt une demande officielle au sujet de l'essai des missiles de croisière au Canada. Quant aux questions économiques et commerciales, M. MacEachen, quoique se montrant satisfait du dénouement récent de plusieurs problèmes notamment ceux du camionnage et des tarifs aériens, a mentionné le problème de l'extraterritorialité des lois américaines. Au cours de son passage à Washington, M. MacEachen a rencontré le vice-président américain, M. George Bush, ainsi que le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, qui s'est joint à MM. Shultz et MacEachen pour discuter du Sommet de Williamsburg³⁸. Le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures s'est montré satisfait de sa rencontre avec M. Shultz:

Nous n'avons jamais été écoutés par le Département d'État américain avec autant d'attention, a dit M. MacEachen au cours d'une conférence de presse. Je crois que maintenant nous maîtrisons les questions qui se posent entre nos deux pays, et nous ne faisons pas simplement que les subir, a-t-il ajouté³⁹.

MM. Shultz et MacEachen profitaient également de la rencontre réunissant à Bangkok les représentants européens, asiatiques et nord-américains sur la crise du Cambodge pour discuter de questions bilatérales. Il aurait été question de l'impasse dans les négociations canado-américaines sur le traité sur le saumon du Pacifique et du prix du gaz naturel canadien⁴⁰.

Le premier ministre Trudeau se rendait à son tour à Washington, les 27 et 28 avril, en préparation du Sommet de Williamsburg. Il y rencontrait d'abord le vice-président George Bush, avec lequel il était question des essais du missile Cruise au Canada et des négociations sur le désarmement⁴¹. Les questions de sécurité ont également occupé une large part

37. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 27 mai 1983, p. 1 et *Le Devoir*, 16 mai 1983, p. 3.

38. Sylviane TRAMIER, *Le Devoir*, 12 avril 1983, pp. 1 et 12; Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no 19 (11 mai 1983), pp. 2-3.

39. Sylviane TRAMIER, *Ibid.*, p. 1.

40. *The Globe and Mail*, 25 juin 1983, p. 3; *Le Devoir*, 28 juin 1983, p. 14.

41. John KING, *The Globe and Mail*, 28 avril 1983, p. 13.

des discussions que M. Trudeau avait le lendemain avec le président Reagan. Comme il l'affirmait plus tard aux Communes, le Premier ministre a enjoint le président américain de tenir une rencontre au sommet avec M. Andropov au sujet de la réduction des armes nucléaires⁴². Il a par ailleurs endossé les récentes initiatives américaines à Genève sur les mesures propres à assurer la confiance entre les deux parties. Le problème de l'Amérique centrale a également été évoqué par les deux hommes. M. Trudeau se déclarait heureux du programme spécial d'aide à cette région annoncé la veille par le président américain. Il répétait cependant ce qu'avait dit M. MacEachen au secrétaire d'État américain quelques semaines plus tôt, que le Canada était opposé à toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays mais que les États-Unis ont raison lorsqu'ils invoquent la sécurité nationale pour justifier l'aide militaire au Salvador⁴³. Le commerce international, en particulier le commerce avec les Soviétiques, et la lutte contre le protectionnisme, faisaient aussi l'objet de cette rencontre préparatoire au Sommet de Williamsburg. Le Premier ministre canadien déclarait à la suite des discussions avec M. Reagan qu'il était

encouragé parce que le Président m'a dit son intention, sa détermination d'avoir à Williamsburg des discussions qui ne seront pas structurées et qui nous permettront vraiment d'échanger des idées et de forger ensemble un consensus concernant les matières économiques premièrement, puisqu'elles sont le principal sujet à l'ordre du jour de Williamsburg, mais concernant également le problème de la sécurité dans le monde et notre désir collectif de progresser vers une désescalade de l'armement nucléaire⁴⁴.

L'ambassadeur américain à Ottawa, M. Paul Robinson, déclarait la semaine suivante que lors de leur rencontre, MM. Trudeau et Reagan, à la suggestion du premier, s'étaient entendus pour inviter le président du Mexique à des rencontres annuelles dont l'objet serait de discuter de la libéralisation du commerce entre les trois pays⁴⁵.

Les ministres canadiens de l'Énergie et des Transports se rendaient également aux États-Unis au début d'avril. M. Chrétien y rencontrait M. Donald Hodel, le secrétaire américain à l'Énergie, avec qui il était question des exportations canadiennes de gaz naturel et d'électricité. Quelques jours plus tard, M. Chrétien annonçait une baisse de 11% du prix du gaz naturel exporté aux États-Unis. M. Jean-Luc Pépin rencontrait pour sa part son homologue américaine, Mme Elizabeth Dole, ainsi que la présidente du sous-comité du Sénat sur l'aviation, Mme Nancy Kassebaun⁴⁶.

2 — LES QUESTIONS COMMERCIALES

Le 24 mai, le département américain du Commerce annonçait sa décision de ne pas imposer de surtaxe à l'importation de bois canadien, confirmant ainsi sa décision préliminaire du 8 mars dernier à l'effet que les exportations canadiennes ne bénéficiaient pas de subventions telles de la part des gouvernements canadiens qu'elles justifient l'imposition de droits de compensation, comme le demandaient les compagnies américaines⁴⁷. D'autre part, le Canada continuait, aux côtés d'autres pays dont l'Allemagne de l'Ouest, à faire des

42. *The Globe and Mail*, 5 mai 1983, p. 23.

43. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 29 avril 1983, p. 14.

44. Cabinet du Premier ministre, *Transcription des remarques faites par le Premier ministre à la suite d'un déjeuner de travail en compagnie du président Reagan, à la Maison Blanche, Washington, le jeudi 28 avril 1983*, p. 3.

45. Charlotte MONTGOMERY, *The Globe and Mail*, 5 mai 1983, p. 4.

46. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 19, (11 mai 1983), p. 3.

47. *Le Devoir*, 24 mai 1983, p. 2.

représentations auprès des États-Unis afin que soit retirées certaines clauses d'achat chez soi contenues dans le *Surface Transportation Assistance Act* et qui touchent en particulier les exportations canadiennes de ciment⁴⁸.

Le Canada aurait décidé de modifier sa stratégie visant à faire pression sur les États-Unis lorsque des mesures législatives présentées devant le Congrès menacent de lui faire du tort. D'après le quotidien montréalais *Le Devoir*, ce changement serait contenu dans des documents présentés le 25 avril au cours d'une réunion des ministres du Commerce provinciaux et fédéral. Au lieu de continuer à passer par la Maison Blanche, le Canada tenterait désormais d'influencer directement le Congrès, puisque de toute façon les problèmes actuels entre les deux pays découlent de projets de loi présentés au Congrès. Les documents, tels que cités par *Le Devoir*, notent que :

Le Congrès, on l'a constaté, a déjà pris des décisions irresponsables dans le seul but de plaire aux électeurs, en sachant que ces décisions seraient renversées par la Maison Blanche.

Le climat actuel ne nous permet pas cependant de compter sur la Maison Blanche pour renverser d'éventuelles mauvaises décisions et il devient donc de plus en plus important de pouvoir communiquer directement avec le Congrès.

Jusqu'à dernièrement, Ottawa déconseillait à l'ambassade du Canada aux États-Unis d'entreprendre de telles démarches. La situation est maintenant changée⁴⁹.

3 — L'ESSAI DU MISSILE CRUISE AU CANADA

Alors que se poursuivaient au pays manifestations et protestations contre l'essai éventuel des missiles Cruise en territoire canadien, le Premier ministre ne donnait pas de réponse définitive sur la position qu'adopterait le Canada advenant une demande officielle de la part des États-Unis. Il affirmait plutôt que le Canada examinerait la requête américaine, lorsqu'elle serait faite, à la lumière de la bonne foi démontrée aux négociations sur le contrôle des armes nucléaires⁵⁰.

En réponse à l'opposition intérieur, M. Trudeau envoyait une lettre ouverte aux journaux canadiens dans laquelle il expliquait la position de son gouvernement. Les obligations du Canada envers l'OTAN et « la solidarité avec les démocraties occidentales dans un monde qui fait la sourde oreille à notre stratégie de l'asphyxie » motiveraient, écrivait le Premier ministre, l'acceptation éventuelle du Canada de collaborer à l'essai du système de guidage des missiles Cruise⁵¹.

Le département américain de la Défense présentait en juin au gouvernement canadien la requête officielle demandant l'autorisation de procéder à l'essai de missiles de croisière non armés au Canada. À la fin du trimestre, le gouvernement n'avait pas encore fait savoir quelle serait sa décision⁵².

4 — LES PLUIES ACIDES

La question des pluies acides connaissait des développements intéressants au printemps, qui laissaient croire à un déblocage possible dans ce dossier canado-américain. D'abord, le ministre canadien de l'Environnement, M. John Roberts, rencontra à la fin mai le nouveau

48. *The Globe and Mail*, 26 avril 1983, p. B17.

49. *Le Devoir*, 26 avril 1983, p. 1.

50. Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 23 avril 1983, p. 14.

51. Ministère des Affaires extérieures, *Déclarations et Discours*, no 83/8 (9 mai 1983).

52. *Le Devoir*, 14 juin 1983, p. 1.

directeur de l'*Environment Protection Agency* américaine. À la suite de cette rencontre, M. Roberts déclarait que le gouvernement américain avait finalement admis que les pluies acides constituaient un problème sérieux et que quelque chose devrait être fait à ce sujet. Affirmant toutefois que le directeur de l'EPA, M. William Ruckelshaus, n'avait fait aucune promesse, le ministre croyait que celui-ci chercherait des moyens d'action⁵³.

Autre signe encourageant du côté du Congrès, où était déposé à la fin juin un projet de loi visant à réduire les émanations des cinquante centrales thermiques les plus polluantes aux États-Unis. Enfin, trois rapports américains sur les pluies acides étaient rendus publics à la même période. Le plus important, émanant de la commission que le président américain avait chargée d'évaluer les conclusions des recherches canado-américaines sur les pluies acides, recommandait que des mesures soient prises immédiatement pour réduire les pluies acides, même si les connaissances scientifiques ne sont pas complètes⁵⁴.

Dans une lettre ouverte au journal *Le Devoir* dans laquelle il expliquait pourquoi le gouvernement canadien insistait sur la nécessité « d'attendre que les États-Unis en fassent autant avant de passer à l'action avec un plan fédéral-provincial pour réduire les émissions de dioxyde de soufre », le ministre canadien de l'Environnement écrivait ce qui suit sur les récentes ouvertures américaines :

Récemment, on a pu constater plusieurs changements parmi le personnel dirigeant de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis qui, avec les déclarations récentes d'ordre très positif de la part de personnes clés de l'administration américaine, nous laissent espérer que des modifications importantes sont imminentes dans l'attitude du gouvernement américain à l'égard des négociations. Il serait malheureux de modifier notre approche alors que celle-ci semble vouloir porter ses fruits⁵⁵.

H — Le Canada et l'Europe occidentale

Les relations entre le Canada et l'Europe de l'Ouest ne connaissaient pas de développements majeurs au printemps. Avec la CEE, le Canada poursuivait ses discussions sur les questions commerciales, plus particulièrement sur l'accord de pêche, sur les exportations canadiennes de papier journal menacées par l'arrivée du papier journal suédois en franchise de douane sur le marché européen, et sur la révision de l'accord de coopération nucléaire entre le Canada et l'Euratom⁵⁶. Les questions commerciales dominaient également les relations franco-canadiennes alors qu'avec l'Allemagne de l'Ouest, il était question de science et technologie.

1 — LA FRANCE

Du 20 au 22 avril, une commission mixte franco-canadienne discutait à Paris des relations entre les deux pays dans le domaine de la télévision et du cinéma. Le ministre des Communications, M. Francis Fox, annonçait par la suite que la France et le Canada avaient conclu trois accords de coopération dans ces domaines, touchant la coproduction pour le long métrage de fiction, le court métrage, le documentaire, le vidéo, la télévision et les projets présentant un intérêt culturel. Les nouveaux accords avaient donc une portée beaucoup plus grande que les accords de 1974 sur la coproduction de longs métrages⁵⁷.

53. Thomas WALKOM, *The Globe and Mail*, 28 mai 1983, p. 2.

54. Sylviane TRAMIER, *Le Devoir*, 30 juin 1983, pp. 1 et 14.

55. John ROBERTS, *Le Devoir*, 28 juin 1983, p. 12.

56. Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 22 avril 1983, p. B6; *Le Devoir*, 27 avril 1983, p. 10.

57. *Le Devoir*, 30 avril 1983, p. 3; Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no 29 (20 juillet 1983), p. 4.

Le quotidien torontois *The Globe and Mail* rapportait en mai que la France et le Canada étaient en train de négocier un accord de coopération en matière de technologie nucléaire. Les deux parties discuteraient d'une coopération dans les domaines de la gestion des déchets, de la technologie nucléaire sensible et des problèmes du cycle du combustible⁵⁸.

Le 15 juin, le gouvernement fédéral dévoilait un « plan d'expansion des exportations canadiennes en France » destiné à faire prendre conscience aux entrepreneurs canadiens des possibilités d'exportation et de coopération industrielle avec la France. Sept domaines seront ainsi jugés prioritaires au cours des trois prochaines années: l'informatique, la robotique, l'aéronautique, la pêche, les pièces automobiles, les matériaux d'emballage et d'étiquetage, et l'énergie. Le plan aussi l'accent sur la coopération industrielle et dans les pays tiers. En rapportant la nouvelle, le journal *Le Devoir*, donnait les chiffres suivants concernant les exportations canadiennes vers la France:

La France se classe au 8^e rang des partenaires commerciaux du Canada avec des échanges pour \$1,6 milliard en 1982. Le Canada, qui avait enregistré des excédents dans ses échanges avec la France en 1980 et 1981 (respectivement \$223 et \$125 millions), s'est retrouvé dans une position moins favorable en 1982 – avec un déficit de \$167 millions – due en grande partie à la réduction des exportations d'uranium. De 1979 à 1982, les exportations canadiennes vers la France ont évolué entre \$620 et 995 millions⁵⁹.

2 – LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Les représentants du Canada et de l'Allemagne de l'Ouest se réunissaient à Ottawa les 4 et 5 mai pour la septième rencontre consultative canado-allemande sur la science et la technologie. Ces rencontres, qui ont lieu tous les deux ans tel que prescrit par l'entente bilatérale de coopération scientifique et technologique de 1971, sont l'occasion pour les deux pays de faire le point sur les programmes en cours et les nouveaux projets. Les domaines retenus cette année comme pouvant faire l'objet de plus de recherche et de coopération technologique sont la transformation du charbon, la biotechnologie, l'environnement et la télédétection. Concernant ce dernier domaine, un protocole d'entente sur la coopération pour la recherche en matière de télédétection a été signé par le Centre canadien de télédétection et le *Deutsche Forschungs und Versuchsanstalt für Luft und Raumfahrt*⁶⁰.

1 – Le Canada et l'Union soviétique

Une délégation de parlementaires soviétiques, dirigée par M. Mikhaïl Gorbatchev, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'URSS, séjournait au Canada du 16 au 23 mai à l'invitation de la présidente de la Chambre des communes. La venue de la délégation avait comme objectif premier l'étude du secteur agro-alimentaire canadien. Le ministre canadien de l'Agriculture a ainsi accompagné M. Gorbatchev dans sa visite d'installations agricoles. M. Gorbatchev a aussi rencontré le ministre responsable de la Commission canadienne du blé et les membres des comités de l'Agriculture du Sénat et de la Chambre des communes.

À Ottawa, M. Gorbatchev a eu un entretien avec le premier ministre Trudeau, à qui il a remis une lettre du secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, M. Yuri Andropov, l'invitant à se rendre à Moscou. D'après les rapports de presse, la lettre – qui n'a pas été

58. Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 6 mai 1983, p. B3.

59. *Le Devoir*, 16 juin 1983, p. 15.

60. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no 23 (8 juin 1983), p. 3.

rendue publique – contenait le souhait d'un renforcement des relations bilatérales. M. Andropov y aurait également fait mention de son inquiétude devant l'état des relations Est-Ouest⁶¹. MM. Gorbachev et Trudeau ont d'autre part discuté principalement des négociations américano-soviétiques sur le contrôle des armements.

M. Gorbachev a également rencontré le ministre d'État aux Relations extérieures, qui lui a confirmé le désir du Canada de développer des relations constructives avec l'URSS. Les deux hommes ont discuté de la possibilité de coopérer à l'étude du problème de l'Arctique. M. Lapointe a souligné l'intérêt du Canada pour les problèmes des droits de la personne.

Au cours de son séjour, M. Gorbachev s'est entretenu avec les membres du comité mixte sur les Affaires étrangères et la Défense, à qui il a présenté le point de vue de son pays sur les questions de défense et de sécurité. Il a souligné l'inquiétude de l'Union soviétique devant l'éventualité de l'essai du missile de croisière américain au Canada, qualifiant cette arme de dangereuse et d'instrument de déstabilisation de la situation⁶².

C'était au tour d'une délégation canadienne, dirigée par le ministre d'État au Commerce international, de se rendre en Union soviétique du 1^{er} au 3 juin pour participer à la troisième réunion de la Commission économique mixte Canada-URSS. L'ensemble des questions commerciales bilatérales a été étudié au cours de la réunion, et notamment la fourniture de céréales canadiennes, le financement des exportations par la SEE et la possibilité – sur laquelle a insisté M. Regan – que le Canada fournisse à l'URSS des produits manufacturés dans le secteur de la machinerie, du matériel d'exploration pétrolière et gazière et des produits reliés à l'agriculture. À Moscou, le ministre Regan a également rencontré M. Gorbachev⁶³.

J — Le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes

L'évolution de la situation en Amérique centrale était toujours suivie avec attention au printemps. Questionné à ce sujet lors d'une conférence de presse en avril, le Premier ministre canadien faisait état de profondes divergences de vue entre le Canada et les États-Unis à propos de l'Amérique centrale. L'une de ces divergences, déclarait M. Trudeau, est que le Canada s'objecte à toute interférence d'une grande puissance dans les affaires intérieures d'autres pays, même si cette grande puissance est notre amie⁶⁴. À Washington, le Premier ministre canadien donnait néanmoins son appui quelques jours plus tard au programme d'aide américain de \$600 millions(US) à l'Amérique centrale, qui compte \$85 millions d'aide militaire au Salvador. D'autre part, le Canada appuyait les initiatives de paix du Groupe Contadora, groupe qui réunit la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela. À la suite de la rencontre qu'avaient eue les ministres des Affaires étrangères de ces pays avec leurs homologues du Costa Rica, du Salvador, du Honduras, du Guatemala et du Nicaragua pour discuter d'un règlement pacifique des problèmes de la région, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures déclarait que son pays soutenait la démarche du Groupe Contadora. M. MacEachen soulignait que la rencontre constituait une première étape importante dans le processus de discussion indispensable au règlement pacifique des difficultés de l'Amérique centrale⁶⁵.

61. Paule des RIVIÈRES, *Le Devoir*, 19 mai 1983, p. 1.

62. Michel VASTEL, *Le Devoir*, 19 mai 1983, p. 10; Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 26 (29 juin 1983), p. 3.

63. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 25 (22 juin 1983), p. 2.

64. John GRAY, *The Globe and Mail*, 23 avril 1983, p. 1; John KING, *The Globe and Mail*, 27 avril 1983, p. 2.

65. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 23 (8 juin 1983), p. 3.

Outre les déclarations que nous venons de mentionner à propos du conflit d'Amérique centrale – et les rapports à l'effet que des armes de fabrication canadienne seraient utilisées par la guérilla nicaraguayenne, que nous verrons plus bas – deux événements marquaient les rapports canado-latino-américains du printemps: l'inauguration de la centrale nucléaire d'Embalse, en Argentine, construite à partir de la technologie canadienne, et la redéfinition de la politique d'aide au développement envers Haïti.

1 – L'ARGENTINE

La ministre d'État aux Mines, Mme Judy Erola, se rendait en Argentine au début du mois de mai pour assister à l'inauguration de la centrale nucléaire d'Embalse. Le président argentin, M. Reynaldo Bignone, participait aux cérémonies. L'Argentine avait choisi le réacteur canadien CANDU pour construire cette centrale. Mme Erola a déclaré que l'accomplissement de la centrale d'Embalse constituait un exemple de coopération entre les deux pays. On se souvient des nombreuses difficultés qui ont jalonné l'entreprise canado-argentine, notamment des accusations de pots de vin portées contre l'Énergie atomique du Canada Ltée (EAACL), la perte encourue par cette société à cause de l'absence d'une clause permettant la révision des coûts dans le contrat et les exigences posées par le Canada sur la question des garanties d'utilisation pacifique de la centrale⁶⁶.

2 – HAÏTI

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) devait adopter une nouvelle politique d'aide à Haïti à la fin du trimestre. C'est ce que rapportait *Le Devoir*, dans son édition du 11 juin, qui précisait que l'ACDI proposerait à ce pays un programme d'aide échelonné sur trois ans. Le programme devait être discuté entre représentants canadiens et haïtiens lors de la venue à Ottawa, à la mi-juin, des ministres des Affaires étrangères, du Plan et des Finances d'Haïti. La réévaluation du programme d'aide à Haïti avait été entreprise à la suite des problèmes qui avaient amené le Canada à suspendre, en 1981, la mise en oeuvre d'un important projet de développement dans ce pays⁶⁷. Par ailleurs, lors de sa venue à Ottawa, le ministre haïtien des Affaires étrangères, M. Jean-Robert Estimé, signait avec le ministre des Postes, M. André Ouellet, une entente reliée à la mise sur pied d'un service d'échange de mandats-poste entre les deux pays⁶⁸.

3 – LE NICARAGUA

On apprenait à la fin avril que la visite que devait faire au Canada, à l'invitation d'universités canadiennes, le ministre de l'Intérieur du Nicaragua était annulée. Des problèmes internes, disait l'ambassadeur du Nicaragua à Ottawa, retenaient le ministre au Nicaragua. Il affirmait également que son gouvernement considérait les mesures de sécurité prévues inadéquates⁶⁹.

Un reportage du *New York Times* faisait état à la fin mai de l'utilisation, par la guérilla nicaraguayenne, de munitions faites au Canada. Le consul général du Nicaragua, M. Pastor Valle-Garay, déclarait à Toronto le 29 mai que la CIA avait détourné des munitions canadiennes destinées aux forces de l'OTAN en Europe vers les forces de droite du Nicaragua et qu'il ne croyait pas que le gouvernement canadien avait eu quelque rôle que ce soit dans

66. *The Globe and Mail*, 5 mai 1983, p. 3.

67. Paule des RIVIÈRES, *Le Devoir*, 11 juin 1983, p. 8.

68. *Le Devoir*, 16 juin 1983, p. 2.

69. Michel McDOWELL, *The Globe and Mail*, 26 avril 1983, p. 1.

cette affaire. Le ministère canadien des Affaires extérieures entreprenait néanmoins une enquête afin de vérifier la véracité des faits rapportés par le journal américain. En entrevue, le ministre d'État au Relations extérieures affirmait qu'Ottawa n'avait eu aucune confirmation officielle de cette affaire⁷⁰.

K — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Deux ministres canadiens se rendaient dans cette région au printemps. Le ministre d'État aux Relations extérieures était reçu au Maroc et le ministre d'État au Commerce international à Bahrein. Le Canada suivait également de près l'évolution du conflit du Moyen-Orient, notamment le retrait des forces étrangères du Liban.

1 — LE CANADA ET LE RETRAIT DES FORCES ÉTRANGÈRES DU LIBAN

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan MacEachen, émettait le 27 mai une déclaration exprimant la position canadienne sur les récents développements au Liban. En voici le texte :

Le peuple et le gouvernement du Canada ont suivi avec beaucoup d'attention et de préoccupation les événements au Liban. Le Canada a demandé le retrait de toutes les forces étrangères du Liban et le retour à l'autorité civile dans ce pays, afin de permettre au gouvernement libanais de s'attaquer aux tâches essentielles de la reconstruction et de la réconciliation nationales. Le Premier ministre a réitéré cette demande devant la Chambre le 19 mai.

Nous nous réjouissons de la signature d'un accord sur le retrait des Israéliens, qui constitue une première étape essentielle du processus, et nous espérons que cet accord sera mis en vigueur le plus tôt possible. Nous avons adressé des félicitations au secrétaire d'État américain, M. Shultz, pour l'aide indispensable apportée par le gouvernement américain à la conclusion de cet accord et pour l'efficacité de ses propres interventions dans les derniers stades de la négociation.

Nous suivons de près les pourparlers en cours entre les gouvernements libanais et syrien sur la situation, et formulons l'espoir qu'ils déboucheront sur une issue heureuse afin que toutes les forces étrangères présentes au Liban soient retirées dans les meilleurs délais. Il importe que dans l'intervalle toutes les parties concernées agissent avec la plus grande prudence, afin de réduire les tensions dans la région⁷¹.

2 — BAHREIN

Le ministre d'État au Commerce international, M. Gerald Regan, était reçu le 30 avril par l'émir de Bahrein, Cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa. En visite à Bahrein, le ministre canadien rencontrait également le ministre de l'Industrie et du Développement de l'émirat, M. Youssef Ahmed Al Chirawi. Les deux hommes se sont penchés sur les moyens par lesquels les deux pays pourraient augmenter leurs relations dans le domaine industriel. Ils ont également discuté de l'expérience canadienne dans le domaine du développement⁷².

70. Michael TENSZEN, *The Globe and Mail*, 30 mai 1983, p. 5; Michael TENSZEN et Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 31 mai 1983, p. 8.

71. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 28 (13 juillet 1983), p. 6.

72. *Le Devoir*, 2 mai 1983, p. 3.

3 — LE MAROC

Le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Charles Lapointe effectuait une mission économique au Maroc du 4 au 7 mai. M. Lapointe a été reçu par le premier ministre, M. Maâti Bouabid, et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Abdelhaq Tazi, avec qui il a discuté des moyens de renforcer la coopération canado-marocaine et des grands problèmes internationaux, dont les problèmes du Moyen-Orient, du Nord-Ouest africain et de l'OUA. M. Lapointe a rencontré plusieurs ministres marocains : avec le ministre de la Justice, il a été convenu d'entreprendre des pourparlers en vue d'un accord sur le transfèrement des personnes condamnées ; avec le ministre des Finances, M. Lapointe a signé un accord portant sur une ligne de crédit de \$15 millions, qui sera administrée par l'ACDI et servira à la fourniture de biens et services canadiens au Maroc ; il a encore eu des entretiens avec les ministres du Transport, de l'Énergie et des Mines et des Postes et Télécommunications.

M. Lapointe s'est rendu à Casablanca à l'occasion de la 30^{ème} Foire internationale à laquelle participait une vingtaine de gens d'affaires canadiens. Il y a rencontré le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, M. Azeddine Guessous, venu au Canada en octobre dernier. MM. Guessous et Lapointe ont accepté la présidence d'honneur d'une association d'amitié Maroc-Canada, dont feront partie des gens d'affaires des deux pays. Au cours du séjour du ministre Lapointe, le Canada et le Maroc se sont entendus pour que la deuxième séance de la Commission bilatérale canado-américaine ait lieu au Canada au printemps 1984⁷³.

L — Le Canada et l'Afrique (Sud du Sahara)

Des représentants de la Côte d'Ivoire et du Kenya venaient au Canada au printemps. Les relations canado-africaines se déroulaient par ailleurs suivant les dossiers courants de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, ainsi que de la participation canadienne au règlement de la question namibienne.

1 — LA CÔTE D'IVOIRE

Le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, arrivait au Canada le 15 juin pour y effectuer une visite officielle de trois jours. Il s'agissait de la deuxième visite du président au Canada. La Francophonie et l'avenir du continent africain ont été au coeur de l'entretien qu'a eu le président avec le Premier ministre canadien. Il devait également rencontrer les ministres des Finances et de l'Agriculture et le ministre d'État aux Relations extérieures⁷⁴. Les exportations canadiennes vers la Côte d'Ivoire, qui avaient augmenté de 7 à 9% par année en 1979-1981, ont diminué d'environ 25% au cours des deux dernières années. Cette baisse serait attribuable aux difficultés de l'économie de la Côte d'Ivoire, à la hausse du dollar canadien et aux problèmes de financement de plusieurs projets commerciaux⁷⁵.

2 — LE KENYA

Le ministre des Finances du Kenya, M. Arthur Kinyanjui Magugu, passait quatre jours au Canada en avril. Le ministre Kenyan a eu des entretiens avec des hauts fonctionnaires de l'ACDI et du ministère des Affaires extérieures. Il a d'autre part signé, avec le ministre d'État au Commerce international, un accord de double imposition entre le Canada et le Kenya⁷⁶.

73. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 24 (15 juin 1983), p. 3.

74. *Le Devoir*, 16 juin 1983, p. 2.

75. *Le Devoir*, 16 avril 1983, p. 4.

76. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no 21 (25 mai 1983), p. 4.

3 – LE NAMIBIE ET L'AFRIQUE AUSTRALE

Le Canada condamnait au printemps, les actes de violence survenus en Afrique australe. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, réitérant l'opposition du Canada à la politique d'apartheid, affirmait l'espoir de son pays de voir un changement pacifique régler les problèmes de la région :

Nous déplorons, disait M. MacEachen, les actes de terrorisme et les raids effectués au-delà des frontières nationales, qui ne peuvent qu'intensifier les tensions dans la région et étendre le conflit. Nous espérons que toutes les parties concernées sauront faire preuve de retenue⁷⁷.

Au cours d'un débat du Conseil de sécurité des Nations Unies, consacré à la situation en Namibie, l'ambassadeur du Canada à l'ONU réitérait la consternation de son pays devant l'attaque sud-africaine au Mozambique et la violence perpétrée en Afrique du Sud. Dans ce discours, M. Gérard Pelletier faisait le point sur les travaux du Groupe de contact sur la Namibie, mettant l'accent sur les progrès réalisés. Les retards apportés au règlement du problème amenaient M. Pelletier à faire trois remarques :

Premièrement, un règlement pacifique immédiat est incontestablement dans le meilleur intérêt de toute la population de la Namibie et des pays limitrophes, y compris l'Afrique du sud. Cela doit nous servir de principe de base. Aucun autre élément ne peut avoir autant d'importance pour mon gouvernement ou pour ce Conseil.

Deuxièmement, il ne s'agit pas de savoir si la Namibie parviendra à l'indépendance. Il s'agit de savoir quand elle y parviendra, et dans quelles conditions. Le Canada continuera de déployer tous les efforts nécessaires pour assurer que la transition vers l'indépendance se fasse le plus rapidement possible et dans un climat de paix.

Finalement, en troisième lieu, la population de la Namibie a, ces dernières années, été victime non seulement de conflits quasi permanents, mais aussi a vécu dans des conditions d'incertitude et a été affligée d'une sécheresse prolongée. Elle sera appelée à relever de nombreux défis après l'indépendance, dont le développement du pays au bénéfice de toute la nation namibienne ne sera pas le moindre. L'espoir de mon gouvernement est que la population namibienne soit en mesure d'affronter ces défis dans le contexte d'une coopération intrarégionale et avec l'appui de tous les pays qui se sont montrés vivement intéressés dans l'avenir de la Namibie⁷⁸.

4 – L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET L'AIDE HUMANITAIRE

Le Canada et le Niger concluèrent au printemps une entente portant sur un projet de recherches minières. Le Canada apportera ainsi son aide à l'exploration et à l'exploitation des ressources minérales nigériennes⁷⁹. Du côté de l'aide humanitaire, la sécheresse qui touchait trois pays africains au cours du trimestre amenait le Canada à verser à divers organismes humanitaires canadiens et internationaux \$110,000 destinés au Mozambique, \$35,000 à la Zambie et \$300,000 à la Mauritanie⁸⁰.

M — Le Canada et l'Asie

Les préoccupations commerciales étaient au coeur des rapports que le Canada entretenait au cours du deuxième trimestre avec le continent asiatique et plus particulièrement avec

77. *Ibid.*, vol. 11, no 26 (29 juin 1983), p. 6.

78. Ministère des Affaires extérieures, *Déclarations et Discours*, no. 83/11 (31 mai 1983), p. 3.

79. *Le Devoir*, 12 avril 1983, p. 3.

80. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 19 (11 mai 1983), p. 3 et vol. 11, no. 25 (22 juin 1983), p. 5.

le Japon, la Corée et les pays de l'ASEAN. Le Canada se montrait également intéressé au règlement du problème cambodgien et à la stabilité de la région.

1 – L'ASEAN

Le 26 avril, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ouvrait à Ottawa la première réunion de la Commission consultative conjointe Canada-ASEAN, créée par l'accord de coopération économique conclu en septembre 1981 entre le Canada et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Des hauts-fonctionnaires du Canada et des pays de l'Association – Indonésie, Philippines, Malaisie, Singapour et Thaïlande – participaient à la rencontre destinée à promouvoir la coopération industrielle et commerciale, ainsi que la coopération pour le développement, entre les deux parties⁸¹. Une semaine plus tard, le ministre d'État au Commerce international partait, à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires, en tournée dans les pays de l'ASEAN et à Hong Kong. M. Gerald Regan allait passer dix-sept jours là-bas, pour donner suite à la tournée effectuée à l'hiver par le premier ministre Trudeau. Le Canada s'efforce de stimuler le commerce avec les pays de l'ASEAN, qui ne compte que pour 0,6% du commerce total du Canada. En 1981, le commerce bilatéral entre le Canada et les cinq pays était de \$833 millions (US)⁸².

Les 27 et 28 juin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures participait, à Bangkok, en Thaïlande, à une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères des pays de l'ASEAN, des États-Unis, de la CEE, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada. Les ministres devaient procéder à un échange de vues sur les moyens de trouver un règlement à la crise du Cambodge⁸³. Plus tôt au printemps, le Canada s'était élevé contre les attaques vietnamiennes au Cambodge et en Thaïlande. Le ministère des Affaires extérieures avait publié une déclaration déplorant « l'escalade de l'agression militaire par les forces vietnamiennes au Cambodge et en Thaïlande ». En voici quelques passages :

Cette action a avivé les tensions politiques et menace la stabilité du Sud-Est asiatique. Le Canada regrette que le gouvernement de la République socialiste du Vietnam ait une nouvelle fois, par ses actions au Cambodge et en Thaïlande, repoussé les efforts des Nations Unies et de la vaste majorité de la communauté internationale, y compris le Canada, en vue de trouver une solution pacifique au problème du Cambodge conformément aux diverses résolutions et déclarations de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Conférence internationale de 1981 sur le Kampuchéa (...)

Le Canada demande instamment au Vietnam de mettre fin à ses actions agressives et de coopérer aux activités de paix et de développement menées dans le Sud-Est asiatique⁸⁴.

2 – LA CORÉE DU SUD

Le ministre canadien de l'Énergie, M. Jean Chrétien, séjournait en Corée du Sud du 19 au 24 avril. Il y avait été invité pour participer à l'inauguration de la centrale nucléaire CANDU Wolsung dans ce pays. Au cours de son séjour, il a rencontré le président du pays et les ministres de l'Énergie et des Ressources, des Affaires extérieures et de la Science et de la Technologie, ainsi que le président de la principale entreprise de service public, la société KEPCO. Les discussions devaient porter sur la technologie nucléaire, les exportations canadiennes de charbon et d'uranium et la possibilité d'attirer des investissements coréens

81. *Ibid.*, vol. 11, no 22 (1^{er} juin 1983), p. 3.

82. David STEWART-PATTERSON, *The Globe and Mail*, 2 mai 1983, p. B11.

83. *Le Devoir*, 28 juin 1983, p. 14.

84. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 8 (4 mai 1983), p. 4.

dans des projets d'exploitation des ressources énergétiques canadiennes⁸⁵. Avec le ministre coréen des Affaires étrangères, M. Chrétien a signé un mémoire d'entente concernant la mise sur pied d'un comité conjoint de coordination sur l'énergie nucléaire⁸⁶.

3 – LE JAPON

Le ministre canadien de l'Énergie était au Japon du 16 au 19 avril afin de discuter des exportations canadiennes de charbon, d'uranium et de gaz naturel liquéfié à ce pays, des investissements japonais dans l'industrie canadienne de l'énergie et de la possibilité que le Japon adopte la technologie nucléaire CANDU⁸⁷. Du côté du gaz naturel, M. Chrétien a tenté de rassurer les entreprises japonaises qui avaient signé en mars un contrat d'achat de gaz naturel avec Dome Petroleum Ltd sur le sort de cette compagnie, dont les difficultés financières faisaient la manchette au Japon. De Tokyo, le ministre Chrétien déclarait à la fin de son séjour qu'il avait reçu l'assurance que les banques japonaises contribueraient au financement de la construction d'une usine de liquéfaction du gaz naturel en Colombie-Britannique, ce qui permettra au Canada de fournir au Japon 2,9 millions de tonnes de gaz liquéfié par année, pendant quinze ans, à partir de 1986. La compagnie Dome Petroleum avait demandé l'aide des banques japonaises pour le financement de ce projet⁸⁸.

La sixième réunion annuelle du Comité canado-japonais de coopération commerciale, formé d'hommes d'affaires des deux pays, se tenait à Montréal à la mi-mai. Les discussions ont porté sur l'énergie, les mines, les forêts, les industries manufacturières et le tourisme⁸⁹. Le ministre canadien de l'Énergie présentait un discours devant le groupe, centré sur les exportations énergétiques – charbon, uranium, gaz naturel liquide – du Canada vers le Japon. Il y soulignait la récente décision de l'Office National de l'Énergie qui a approuvé l'exportation de pétrole brut léger canadien au Japon et encourageait d'autre part ce pays à adopter la technologie nucléaire CANDU⁹⁰.

Alors que les deux pays poursuivaient leurs discussions en vue de s'entendre sur un plafond aux exportations d'automobiles japonaises au Canada, un groupe de travail sur l'industrie automobile, mis sur pied par le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Ed. Lumley, remettait son rapport le 19 mai. Ce rapport recommande notamment l'imposition d'un contenu canadien aux pays qui exportent des voitures au Canada. La veille, un représentant du ministère japonais du Commerce international et de l'Industrie déclarait lors d'une conférence qu'il prononçait à Toronto que l'industrie canadienne des pièces automobiles devrait elle-même convaincre les Japonais des avantages que ces derniers pourraient retirer d'investissements éventuels dans leur secteur. De tels investissements, disait-il, ne peuvent être imposés au Japon par l'adoption de mesures protectionnistes⁹¹.

Le Canada et le Japon s'entendaient à la fin juin sur le nombre d'automobiles importées au Canada pour l'année 1983. Le ministre d'État au Commerce international, M. Gerald Regan, annonçait le 27 juin qu'une entente était intervenue entre les deux pays et couvrait la

85. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no. 83/38* (14 avril 1983).

86. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 23 (8 juin 1983), p. 2.

87. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no. 83/38* (14 avril 1983).

88. *Le Devoir*, 18 avril 1983, p. 3; André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 20 avril 1983, p. 11; *The Globe and Mail*, 19 avril 1983, p. B9.

89. André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 19 mai 1983, p. 13.

90. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no. 83/49* (17 mai 1983).

91. Nicholas HUNTER, *The Globe and Mail*, 19 mai 1983, p. B1; Paule des RIVIÈRES, *Le Devoir*, 20 mai 1983, pp. 1 et 14.

période s'étendant du 1^{er} avril 1983 au 31 mars 1984. Au cours de cette période, les Japonais n'exporteront pas plus de 153,000 automobiles au Canada, ce qui constitue une baisse de 18,000 voitures par rapport à 1982-1983. Le ministre Regan déclarait que ce nombre laissait aux Japonais « une part du marché équivalent à moins de 20%, ce qui en fait le meilleur accord que nous ayons jamais négocié avec le Japon »⁹². Leur part du marché était en effet de 25% avant cette entente.

4 – L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET L'AIDE HUMANITAIRE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait au printemps le versement d'une subvention de \$10 millions de l'ACDI au bénéfice d'un projet en Indonésie. Il s'agit d'une étude de trois ans destinée à évaluer les possibilités d'irrigation du bassin inférieur du fleuve Solo. La société canadienne Monenco effectuera l'étude⁹³. M. MacEachen assistait d'autre part au printemps, lors de son passage en Thaïlande, à la signature de deux accords d'aide de l'ACDI avec ce pays : une subvention de \$10,7 millions pour le développement des ressources minérales de la Thaïlande et une de \$3,9 millions pour un projet relié à l'application de la technologie à la gestion de ses ressources naturelles⁹⁴.

Du côté de l'aide humanitaire, le Canada versait au début avril une somme de \$50,000 au Bureau des Nations Unies pour la coordination des secours en cas de catastrophe pour qu'il vienne en aide aux victimes d'un cyclone aux îles Fidji⁹⁵. Le Canada versait encore \$750,000 au Comité international de la Croix-Rouge et \$850,000 au Programme alimentaire mondial/Opération de secours des Nations Unies dans la zone frontalière, dans le but de porter secours aux Cambodgiens réfugiés le long de la frontière thaïlandaise⁹⁶.

N – Chronologie thématique*

Ministres à Singapour et en Australie

Du 4 au 10 avril :

Le ministre canadien de la Défense, M. Gilles Lamontagne, effectue une visite de deux jours à Singapour. Il s'entretient avec le premier ministre, M. Yeo Ning Hong. Le 6 avril, il se rend en Australie, où il passe quatre jours. Le ministre canadien de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, se trouve déjà dans ce pays. M. Whelan y rencontre le vice-premier ministre et ministre du Commerce extérieur, M. Lionel Bowen, ainsi que des représentants du secteur agricole.

Le premier ministre et la Chase Manhattan Bank

1^{er} juin :

Le Premier ministre canadien s'adresse aux membres du Comité consultatif international de la Chase Manhattan Bank, réunis à Ottawa, parmi lesquels se trouvent Henry Kissinger et David Rockefeller. M. Trudeau insiste sur le rôle que les banques privées ont à jouer pour le développement du tiers-monde. Il fait également mention de sa préoccupation

92. *Le Devoir*, 28 juin 1983, p. 7.

93. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 22 (1^{er} juin 1983), p. 4.

94. *The Globe and Mail*, 29 juin 1983, p. 4.

95. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 11, no. 18 (4 mai 1983), p. 4.

96. *Ibid.*, vol. 11, no. 20 (18 mai 1983), p. 3.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

devant les taux d'intérêt élevés aux États-Unis et l'importance du déficit du gouvernement américain.

Gerald Regan à Porto Rico

13 avril:

Le ministre d'État au Commerce international, M. Gerald Regan, prononce une allocution devant la *Bankers Association for Foreign Trade*, à Porto Rico. Il y défend les politiques économiques et commerciales du Canada, notamment en matière d'énergie et d'investissements étrangers.

Le Canada, Airbus-Industrie et Lockheed

fin mai:

Le ministre d'État au Commerce international, M. Gerald Regan, participe au 35^{ème} Salon international de l'aéronautique du Bourget, en France. Il y déclare que le Canada est prêt à participer financièrement au programme de construction de l'avion d'Airbus-Industrie A-320. Le ministre canadien annonce d'autre part pendant son séjour que Canadair et Lockheed viennent de signer un important contrat pour la fourniture de composantes de l'avion de transport militaire Lockheed C-5B.

Le commissaire général de l'UNRWA à Ottawa

28-29 avril:

Visite à Ottawa de M. Olof Rydbeck, commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). M. Rydbeck y rencontre le ministre canadien de la Justice, M. Mark MacGuigan et des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et de l'ACDI, avec lequel il discute des programmes de l'Office, de la situation des réfugiés palestiniens au Liban et de la contribution canadienne à l'Office.

Contribution canadienne à l'Année internationale du logement des sans-abris

8 avril:

Le haut-commissaire du Canada au Kenya et représentant permanent du Canada à la Commission des établissements humains remet au directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains un chèque de \$300,000 en guise de contribution du Canada à la préparation de l'Année internationale du logement des sans-abris (1987).

Création d'un Centre de recherche sur les relations commerciales internationales

25 avril:

Le ministre d'État au Commerce international annonce la création d'un Centre de recherche sur les relations commerciales internationales, relié au *Conference Board* du Canada. Ce centre sera subventionné par le ministère des Affaires extérieures et obtiendra également une partie de son financement du secteur privé. La recherche et l'information sur les politiques et les pratiques de gestion des relations commerciales internationales feront l'objet du travail du nouveau centre.

Adoption du projet de loi créant Canagrex

fin juin:

Le Parlement sanctionne le projet de loi controversé créant la société Canagrex, une société de la Couronne destinée à promouvoir l'exportation des produits agricoles.

Dette du Mexique

fin juin:

Seize pays industrialisés, dont le Canada, signe une entente avec le Mexique sur l'échelonnement de la dette de \$2 milliards (US) du secteur privé de ce pays.

Petro-Canada et la Chine

11 mai:

The Globe and Mail rapporte la signature de contrats entre la Chine et un consortium international de cinq membres, dont fait partie Petro-Canada Exploration Inc., pour l'exploration de pétrole dans la mer de Chine. Le président de Petrocan, M. Wilbert Hopper, déclare au journal que la société canadienne s'intéresse à l'exploration à l'extérieur du pays principalement pour avoir accès à du pétrole étranger en cas de pénurie.

Vente de blé à la Chine

début juin:

La Commission canadienne du Blé annonce que la Chine achètera 2,1 millions de tonnes métriques de blé qui lui seront livrées entre les mois d'août 1983 et janvier 1984. La vente a une valeur de \$400 millions et le blé sera payé comptant. Le marché a été conclu dans le cadre de l'accord canado-chinois à long terme au terme duquel la Chine s'est engagée à acheter entre 3,5 et 4,2 millions de tonnes de blé chaque année pendant trois ans à partir d'août 1982.

Déclarations de la nouvelle présidente de l'ACDI

20 juin:

The Globe and Mail rapporte que la nouvelle présidente de l'ACDI, Mme Margaret Catley-Carlson, qui doit entrer en fonction le 1^{er} septembre, a l'intention de faire une campagne d'information pour répondre aux nombreuses critiques affirmant qu'une grande partie de l'aide canadienne à l'étranger est gaspillée. Selon Mme Carlson, un petit nombre d'échecs est inévitable dans ce domaine, ce qui ne doit pourtant pas faire oublier les nombreux succès. Mme Carlson affirme également trouver normal qu'une partie de l'aide offerte par le Canada soit liée à l'achat de biens et services canadiens.

Évaluation de l'aide canadienne au développement

24 juin:

The Globe and Mail rapporte que l'Institut Nord-Sud a commencé à publier les résultats d'une étude de trois ans portant sur l'évaluation du programme canadien d'aide à l'étranger. Deux études ont déjà été publiées, l'une sur le Bangladesh, l'autre sur la Tanzanie, et deux autres, sur Haïti et le Sénégal, le seront à l'automne. Les deux premières études estiment que le centralisme de la gestion des programmes d'aide – 300 bureaucrates à Ottawa pour 50 sur le terrain – empêche le Canada de répondre rapidement et efficacement aux besoins des pays pauvres. Elles concluent également que bien que les programmes aient fourni une aide importante dans les deux pays, ils n'ont pas toujours atteint les couches les plus pauvres de la population, et n'ont pas suffisamment développé le secteur rural.

L'aide publique au développement

5 juin:

L'OCDE dévoile un rapport sur l'aide publique au développement suivant lequel l'APD versée par les pays occidentaux au tiers-monde s'est accrue en moyenne de 11,2% en

1982, pour un total de \$27,9 milliards. Suivant ce rapport, le Canada tire de la patte avec une augmentation de 3%. Par rapport aux 17 pays donateurs de l'OCDE, le Canada se classait au 10^{ème} rang, et les États-Unis au 17^{ème} rang, lorsque l'APD est calculée selon le pourcentage du PNB.

Experts pétroliers en Inde

mi-avril:

Un groupe d'experts pétroliers canadiens effectuent une visite à New Delhi, visite parrainée par l'ACDI, afin de discuter avec le gouvernement indien et les responsables du secteur privé de la possibilité d'un transfert de technologie dans le domaine de l'exploration et de la production du pétrole.

Crédit à l'Amérique latine

avril:

Le gouvernement canadien annonce que la Société pour l'expansion des exportations (SEE) a renouvelé une ligne de crédit avec la Corporacion Financiera de Desarrollo S.A. du Pérou, établie à \$15 millions (US). Il annonce également que la SEE fournira \$100 millions de crédits garantis pour le financement à court terme d'exportations canadiennes vers le Mexique.

Aide humanitaire

12 avril:

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonce l'envoi de 500 tentes pour abriter les victimes d'un récent tremblement de terre en Colombie. Le montant de cette aide humanitaire (matériel et transport) s'élève à environ \$175,000.

20 mai:

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonce que le Canada a versé \$34,500,000 en aide humanitaire au cours de l'année financière 1982-1983, soit \$7,8 millions de plus que l'année précédente. De ce montant, \$9,225,000 ont été versés à cinq organismes de secours des Nations Unies au début de l'exercice financier, et le reste a servi à venir en aide aux victimes de catastrophes.

25 mai:

Le Canada verse \$300,000 au Comité international de la Croix-Rouge pour ses activités au Liban.

Commission canado-sénégalaise

27-28 juin:

La Commission bilatérale canado-sénégalaise se réunit à Ottawa. Il s'agit de la deuxième réunion de la Commission.

Traité international sur le rapt d'enfants

6 juin:

Le ministre de la Justice annonce que le Canada a ratifié un traité international sur le rapt d'enfants. Déjà ratifié par la France, le traité doit l'être par un troisième pays pour entrer en vigueur. La Belgique, la Grèce, le Portugal, la Suisse et les États-Unis ont signé le traité et doivent le ratifier dans un avenir proche.

Congrès de l'Association France-Canada

12 au 15 mai:

Le 33^{ème} Congrès de l'Association France-Canada se tient à Caen, en Normandie. L'ambassadeur du Canada en France et le ministre d'État canadien aux Relations extérieures y participent.

Semaine canadienne à Abidjan

18 au 22 avril:

Une « semaine canadienne » a lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Des sociétés canadiennes et des organismes gouvernementaux y participent.

Le Canada prié de se retirer du Groupe de contact sur la Namibie

31 mai:

Le secrétaire-général du Conseil des Églises de la Namibie, le révérend Abisaï Shejavali, en visite au Canada pour rencontrer des membres du gouvernement et des églises, lance un appel au gouvernement canadien afin que celui-ci se retire du Groupe de contact des Nations Unies sur la Namibie qui, selon lui, trahit le pays. Il demande le démembrement du Groupe de contact en regard du refus persistant de l'Afrique du Sud d'accorder l'indépendance à la Namibie. Il suggère également à Ottawa d'imposer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud pour l'obliger à négocier de bonne foi sur la question de l'indépendance namibienne.

Délégués du Comité soviétique pour la paix au Canada

mi-mai:

Deux délégués du Comité soviétique pour la paix effectuent une tournée canadienne de onze jours à l'invitation du *Canadian Peace Congress*, afin de faire connaître aux Canadiens le travail accompli en Union soviétique par les pacifistes. Les pacifistes soviétiques étaient représentés par le Dr. Andrei Romodanov, député au Soviet suprême, et par Mme Aelita Khodareva, chef de la section des affaires internationales du Comité soviétique pour la paix.

Mesures d'urgence en cas de pénurie de pétrole

27 avril:

Le ministre de l'Énergie annonce que le Canada participera en mai et juin prochains, à un essai général des systèmes de répartition du pétrole en cas de pénurie organisé et coordonné par l'Agence internationale de l'énergie.

Films de l'ONF aux États-Unis

fin mai:

Un juge fédéral américain ordonne la levée de la qualification de propagande politique imposée par le gouvernement au premier trimestre à trois films documentaires de l'Office national du film du Canada.

Le gouverneur-général visite la RFA

9 au 13 mai:

Le gouverneur-général du Canada séjourne en République fédérale allemande, à l'invitation du président Karl Carstens.